

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

SESSION ORDINAIRE DE 1957-1958

Annexe au procès-verbal de la séance du 1^{er} octobre 1957.

ALLOCUTION

PRONONCÉE

Par M. Marius MOUTET

PRÉSIDENT D'ÂGE.

Mes chers Collègues,

Une tradition, plus qu'une obligation réglementaire, veut qu'en sa qualité de Président de la séance d'ouverture de la session, votre Doyen vous adresse une allocution.

Je ne le fais pas aujourd'hui sans tristesse puisque, dans le bref espace de temps qui s'est écoulé depuis que nous nous sommes séparés, quatre de nos collègues ont été frappés par l'inexorable destin. Ils connaissent l'éternel repos, mais notre tâche continue.

Je ne changerai donc pas le discours que j'avais préparé avant la crise et qui permettra peut-être de mieux mesurer la gravité de la situation nouvellement créée par celle-ci.

Je me bornerai à y ajouter, tout à l'heure, quelques commentaires, personnels bien entendu, car nous ne pouvons vivre sans tenir compte des événements qui, dans notre pays, modifient, hélas, si souvent leurs cours.

C'est lorsqu'on se trouve à l'étranger que l'on perçoit le plus clairement les impératifs politiques qui s'imposent à nous : le Prési-

dent Monnerville, que je suis heureux de saluer ici au retour de sa mission en Amérique latine, aura sûrement l'occasion de nous le dire.

Je reviens, pour ma part, avec mes collègues du groupe français de l'Union interparlementaire, de participer à la conférence qui a rassemblé à Londres les représentants de quarante-huit parlements du monde entier et sans doute les impressions que nous en rapportons seront-elles de nature à retenir votre intérêt ; notre opinion publique ne nous paraît pas s'y être elle-même assez intéressée.

Notre délégation a d'abord été frappée de l'importance que le Gouvernement britannique a attachée à cette manifestation, la plus nombreuse depuis la fondation de l'Union en 1884. Il avait mobilisé ses plus hautes autorités politiques. Sa Majesté la Reine a ouvert la conférence devant tous les ambassadeurs des puissances étrangères, dans une séance d'une solennité particulière, tant par l'ordonnance du cortège que par les costumes médiévaux. Le Premier Ministre, M. Mac Millan, assisté des membres du cabinet, dans un discours sobre mais net, a montré la valeur, pour la démocratie, des institutions parlementaires. Le lord-maire de la cité de Londres, avec ses *aldermen* et ses hallebardiers en costumes de l'époque de Cromwell, a tenu à nous recevoir avec les plus éminentes personnalités dans la nef magnifique de City Hall.

Et cependant les Britanniques aussi ont leurs soucis intérieurs — et connaissent comme nous, mais à moindre degré, des difficultés monétaires puisque, pendant notre séjour, le taux de l'escompte a été monté de deux points, atteignant 7 %, pour la défense de la livre.

Pays des plus vieilles traditions, l'Angleterre est aussi celui des audaces et de la discipline nationale. Déjà le travailliste Sir Stafford Cripps avait pu poursuivre pendant des années une politique économique d'austérité dont l'exemple pourrait être proposé à nos concitoyens.

La deuxième impression — celle-là assez pénible pour nous — est la formation d'un groupement afro-asiatique, qui suit volontiers les directives des Soviets. Tous ces nouveaux Etats, dont beaucoup doivent leur indépendance à la compréhension et à la bonne volonté des nations occidentales, n'ont aucune reconnaissance pour l'œuvre accomplie dans chacun de leurs pays pour son développement économique, intellectuel ou social, et se dressent volontiers contre le colonialisme et l'impérialisme. La Bruyère constatait déjà que les enfants devenus drus et forts battaient leur nourrice.

La France était assez vivement mise en cause pour sa politique en Algérie — et souvent mal soutenue par ses amis et alliés.

L'ignorance de l'œuvre accomplie et de la situation réelle sert une idéologie fanatique, comme si l'on devait confondre indépendance, liberté et pacification.

Nous partagions le sort des Israéliens ; la violence de certains discours des délégués arabes, notamment d'un Libanais, évoquait pour nous ce bas antisémitisme qui eut comme aboutissement les chambres à gaz et les charniers hitlériens.

Cet impérialisme arabe était affiché avec plus ou moins de modération, plutôt moins ; ses représentants soutenaient que la paix du Moyen-Orient serait rétablie lorsque Israël serait chassé du territoire qu'il occupe et que l'unité du monde arabe serait rétablie depuis le golfe Persique jusqu'à l'océan Atlantique.

Nous comprenons maintenant que le terrorisme algérien soit soutenu par les tenants de cet impérialisme, qui cumule ainsi deux des causes les plus fréquentes des conflits armés, le nationalisme raciste exaspéré et les oppositions des croyances religieuses.

A l'occasion de la discussion du problème des réfugiés, nous avons bien vu que ces pays ne tenaient pas à voir réglée la question des 800.000 Arabes réfugiés à Gaza ; c'est une plaie dont on entretient la purulence pour servir la cause de l'impérialisme arabe qui dépense en armements ce qui serait certes mieux employé à élever le niveau social des populations dont le sort est à peine différent de celui qu'elles subissaient au temps des Pharaons.

Avec un peu de bon sens et de bonne volonté ce problème des réfugiés arabes pourrait être aisément réglé.

C'est un aspect de la question d'Orient auquel la France devrait s'attacher aux Nations Unies. Son règlement servirait beaucoup la cause de la paix dans ces régions qui devraient moins chercher à chasser Israël qu'à suivre son exemple de développement économique et culturel.

La troisième impression c'est que, dans cette conférence comme aux Nations Unies, l'U. R. S. S. poursuit sa propagande pour apparaître comme proposant à la fois un désarmement auquel les nations occidentales s'opposeraient et l'émancipation des peuples contre les impérialistes.

Lorsque M. Selwyn Lloyd, Secrétaire au Foreign Office et délégué britannique à la commission du désarmement, est venu avec beaucoup de clarté et de précision nous exposer les efforts poursuivis pour arriver à des progrès partiels dans le désarmement, il a indiqué

que la commission faisait abstraction des problèmes politiques qui se retrouveraient lorsqu'il faudrait arriver aux décisions importantes.

Au nom de la délégation française, les deux membres communistes exceptés, j'ai cru devoir répondre que, sans vouloir décourager les efforts poursuivis dans l'espérance d'un résultat même fragmentaire, nous ne pensons pas que des progrès seraient obtenus tant que la situation politique résultant de la guerre mondiale ne serait pas réglée : l'installation de démocraties dites populaires au centre de l'Europe est en réalité celle de la Russie soviétique ; les événements de Hongrie viennent encore de le démontrer.

L'état de méfiance, la tension internationale subsistent, aggravés par certains discours comme celui de M. Krouchtchev, qui considère comme antirévolutionnaire et antidémocratique, justifiant donc l'intervention armée de son pays, toute tentative pour secouer la domination de gouvernements fantoches n'existant qu'appuyés sur la puissance militaire soviétique.

Comment concilier cette attitude avec les prétentions affichées ?

Notre sentiment c'est que la conjoncture internationale n'est pas bonne, que les efforts de rapprochement, utiles par des contacts directs établis et la confrontation des points de vue, sont contrariés par la démagogie nationaliste de certains représentants — soigneusement choisis pour ce travail de dislocation — et les efforts pour conquérir la majorité dans les assemblées internationales.

Si les nations d'Occident ne renforcent pas leur organisation européenne et atlantique et ne poursuivent pas une politique véritablement commune, il faut redouter ce regroupement afro-asiatique derrière les Soviets et leurs satellites dans les institutions internationales aussi bien qu'à l'Assemblée des Nations Unies, incapable de leur imposer ses décisions. Celle-ci a montré sa faiblesse en ne s'imposant qu'aux vrais démocraties. Ne pourrait-on comparer les résultats de son intervention dans l'affaire de Suez à la prétendue détente après Munich ? Souhaitons que ses conséquences, désastreuses dans le Moyen-Orient, n'aient pas de suite aussi terribles.

Malgré cette impression pessimiste, nous n'avons pas à regretter ces contacts personnels dans une atmosphère de démocratie parlementaire qui doit parvenir à influencer tous ceux qui y participent.

Nous avons eu le sentiment que la France est considérée comme un grand pays. La langue française a été utilisée fréquemment non seulement par les Vietnamiens du Sud, les Laotiens et les Tunisiens qui venaient d'être admis, mais même par les Syriens, les Italiens, les Grecs, les Roumains, les Brésiliens et par un certain nombre de

délégués. Nos collègues britanniques de la Chambre des Lords et de la Chambre des Communes, ainsi que d'autres délégations, nous ont reçus dans l'esprit le plus amical.

A notre retour nous retrouvons nos difficultés intérieures. Cependant on ne peut nier que nous traversons une période en somme prospère.

Nous avons voté les lois marquant notre volonté d'émancipation pour des populations sous-développées, nous nous sommes engagés dans la politique de collaboration européenne du marché commun. Du débat sur ce sujet, qui a honoré notre Assemblée, nous devons retenir non seulement les arguments en faveur des propositions positives que nous avons adoptées, mais les critiques montrant les difficultés et les dangers éventuels de l'opération.

Nous aurons à faire subir des transformations profondes à nos habitudes économiques. Particulièrement l'orientation de notre production agricole doit être modifiée au moment où, malgré ses efforts louables pour se moderniser, elle souffre de l'insuffisance de ses revenus et des disparités entre ses prix et les prix industriels.

Nous savons aujourd'hui que nous ne pouvons plus vivre isolés, qu'à tout prix il faut une politique d'expansion. Il faut que nos concitoyens le comprennent, mais aussi que notre Gouvernement ne perde de vue à aucun moment son devoir de favoriser ces transformations ; ce sera à nous de l'y encourager.

Pour cela il faut nous attacher à l'essentiel, ne pas nous perdre dans le détail du travail parlementaire, aider le Gouvernement à stabiliser notre situation économique et monétaire, arriver au marché commun en bonne position, en profitant du temps qui nous est laissé afin de n'être pas dans l'Europe un pays inférieur à ceux qui, comme l'Allemagne, ont effectué un prodigieux redressement.

Au début du XIX^e siècle Saint-Simon disait déjà : « La politique c'est la science de la production ». Ce n'est pas seulement cela, mais c'est en grande partie le problème de l'heure.

Parmi les difficultés en face desquelles nous nous trouvons, je pensais, en préparant cette allocution il y a quelques jours, indiquer seulement d'une courte phrase que nous devons au plus tôt préciser notre politique à l'égard du problème algérien, pour l'instant le plus redoutable de tous ceux qui se posent à nous.

L'objet de cette politique doit être d'arriver à faire vivre ensemble les deux communautés : française et musulmane. Je ne pense pas que ce soit impossible. Mais de part et d'autre on se laisse entraîner par les extrémistes, les uns dans une pratique d'assassinats

effroyables, les autres dans le refus de tout ce qu'on propose pour modifier un régime dont on s'accorde cependant à reconnaître qu'il ne peut rester ce qu'il est.

Il faut néanmoins aboutir, mais la crise ministérielle qui vient de s'ouvrir aura des répercussions profondes, non seulement parce qu'elle paraît nous placer devant un dilemme : faut-il vraiment opter entre deux politiques, celle dite de la fermeté, c'est-à-dire de la force, ou celle d'un libéralisme, qui, s'il n'était pas bien compris pourrait aboutir à la sécession, mais aussi parce que son retentissement sera considérable à l'extérieur et y rendra notre politique plus difficile.

A l'heure où se réunit l'Assemblée de l'Organisation des Nations Unies, on ne saurait concevoir crise plus inopportune, puisque la France n'aura aucun représentant ayant l'autorité nécessaire pour défendre sa politique devant cet aréopage international et risquera ainsi de paraître ne pas être capable d'en définir une.

Faut-il penser qu'une majorité ne peut se former à l'Assemblée Nationale que dans des votes négatifs qui rassemblent les contraires ? Serait-ce l'image d'un pays auquel on montre l'abîme qui s'ouvre sous ses pas s'il n'accepte pas l'arrêt de l'accroissement des dépenses, la nécessité d'un budget équilibré et par conséquent des compressions financières très dures et qui voit se dresser contre toute politique de restriction des intérêts particuliers, certes respectables, mais dont aucun n'apporte la solution positive nécessaire ?

Bien sûr je pense que la ligne de la France est dans la voie du libéralisme, mais, là encore, quelle majorité disparate risque-t-on de réunir ?

Majorité nouvelle ou dissolution ? La seconde éventualité nous paraît devoir ajouter au trouble de la situation présente. L'idée juste était celle de cette réunion de la Table Ronde, à la condition que ceux qui s'y réunissent tiennent leurs engagements, que, le projet arrêté, on n'essaye pas de le modifier pour satisfaire tout le monde et en fin de compte arriver à ne satisfaire personne.

Votre Président provisoire n'a pas de conseils à donner, mais, si j'étais en position de le faire, je dirais que le vote d'hier n'a pas réglé la situation, n'a pas indiqué les directives d'une politique à suivre, qu'il faut reprendre le problème où l'a laissé ce vote et créer un état de choses qui permette de revenir devant les Assemblées avec l'accord des partis ne s'inspirant que des intérêts les plus élevés du pays.

Je reviens à mon propos.

Nous vivons dans une époque révolutionnaire, non pas dans le sens politique du mot, mais davantage encore dans le sens scientifique et économique. Nous nous sommes à juste titre engagés dans l'Euratom et même si nous y apportons une contribution supérieure à celle de nos associés, nous ne pouvons rester à l'écart de cette révolution que provoque l'utilisation d'une source nouvelle d'énergie dont certains, et non des moindres, disent qu'elle sera bientôt indispensable en raison de l'insuffisance des autres sources d'énergie industrielle actuellement utilisées.

Mais si nous travaillons à la domestiquer au service des hommes, comment ne pas évoquer le mythe de Prométhée : le Titan révolté ravisseur du feu du ciel que les Dieux enchaînèrent pour le punir d'avoir donné à l'homme ce feu, agent cependant de toute civilisation, mais aussi l'un des moyens et des plus efficaces de la destruction et des ravages, cause de tant de malheurs pour l'humanité !

Nous avons vidé l'Olympe de ces Dieux pourtant si intéressants et parfois si sympathiques. Prométhée, c'est l'homme et le savant qui est devenu démiurge : aura-t-il la sagesse de s'enchaîner lui-même, de dominer sa victoire et de limiter aux fins pacifiques son œuvre admirable ?

La sagesse est faite d'intelligence, de compréhension, de bonne volonté : c'est l'esprit de l'homme qu'il faut désarmer en désarmant les fanatiques et les violents. C'est à quoi la politique doit travailler.

Mes chers Collègues, je ne me suis permis de vous communiquer ces impressions et ces réflexions que parce que je me sens soutenu par la sympathie que vous voulez bien témoigner à votre Doyen qui peut, une fois encore, vous en remercier.